



from the nstu president

Better is Possible

February was a short, brutal month in Nova Scotia; backs aching from constant shovelling from one corner of the Province to the other, only to learn another storm is on the way.

It's a great metaphor for what Nova Scotia's teachers have experienced the past two years.

In 2017, province-wide job action and a one-day strike weren't enough to stop the government from legislating a real wage cut and the end of Charter Freedoms for teachers. In 2018, not even the unprecedented threat of an illegal strike could stop the government from terminating elected school boards or ripping principals from the Nova Scotia Teachers Union.

The pain of those storms remains very real for teachers, and this needs to change.

When it comes to education, we can't keep doing things the same way and hoping for a different result.

Our education system faces significant challenges. On that, we can all agree. Only by working together, in good faith, will we be able to address the decades of inaction suffered by our P-12 system.

There are clear examples that show this to be true.

March marks the one-year anniversary of Students First, the report delivered by the Commission on Inclusive Education. The Commission (and its resulting roadmap to providing the best education for all public education students in Nova Scotia), made plainly clear what was possible when we work together. In a time where relationships seemed hopelessly broken; teachers, government and Nova Scotians at large found courage and resolve to study inclusion. Wide-ranging consultations led to a comprehensive report that laid out a costed five-year plan holding the very real promise of establishing Nova Scotia as a leader in delivering inclusive and accessible education in Canada.

Anything that distracts from this effort is a disservice to those students who aren't being adequately supported at the present time.

This past fall, Government and teachers partnered on enhanced criminal background checks (despite a snap announcement of legislation), and just recently our leadership team made an unprecedented appearance at Public Accounts to address questions about the Teachers Pension Plan.

With the opening of the legislature at the end of February, the NSTU is cautiously optimistic that the vicious cycle of legislation targeting teachers' collective rights and eroding democratic accountability has come to an end and instead the focus will finally shift to building a better future for our province's children.

The new leadership at the NSTU is 100 per cent committed to putting past differences aside and partnering with government to bring about positive change.

Recently, when asked about upcoming contract negotiations with teachers, Premier Stephen McNeil was quoted as saying, "by now they should understand who they are dealing with."

The real question is, does the Premier know who he is dealing with?

If he listened carefully to teachers, he would discover they have invested their lives in helping students reach their full potential in every corner of this province. They persist with courage and immeasurable sacrifice to keep students from falling through the cracks that 30 years of systemic mismanagement have left wide open.

He'd also learn that teachers never have the option to stop working on challenges in the classroom, and that this determination makes them deeply reasonable partners in negotiating vital changes that benefit students.

Nova Scotians are tired of the petty political battle that has overwhelmed our education system and demoralized teachers.

It's time to change the narrative and begin a constructive conversation about what needs to be done to make Nova Scotia Canada's leader in delivering quality public education.

Nous pouvons faire mieux

Février a été un mois court mais brutal en Nouvelle-Écosse. Partout dans la province, on a mal au dos à force de pelleter constamment la neige, seulement pour apprendre qu'une autre tempête approche.

Ceci est une excellente métaphore de ce que les enseignants de la Nouvelle-Écosse ont vécu au cours des deux dernières années.

En 2017, des moyens de pression au travail dans l'ensemble de la province et une grève d'une journée n'ont pas suffi à empêcher le gouvernement d'adopter une loi comportant une réelle réduction de salaire et mettant fin aux libertés garanties par la Charte pour les enseignants. En 2018, même la menace sans précédent d'une grève illégale n'a pas pu empêcher le gouvernement de dissoudre les conseils scolaires élus et d'évincer les directeurs d'école du Nova Scotia Teachers Union.

La douleur découlant de ces tempêtes reste très réelle pour les enseignants et cela doit changer.

En matière d'éducation, nous ne pouvons pas continuer à faire les choses de la même manière tout en espérant un résultat différent.

Notre système d'éducation se heurte à des défis importants. Sur ce point, nous sommes tous d'accord. C'est seulement en travaillant ensemble et de bonne foi que nous pourrions remédier aux décennies d'inaction dont a souffert notre système M-12.

Il existe des exemples clairs montrant que cela est vrai.

Le mois de mars marque le premier anniversaire de Students First (les élèves d'abord), rapport présenté par la Commission on Inclusive Education (Commission sur l'inclusion scolaire).

La Commission (et la feuille de route qui en a résulté pour offrir la meilleure éducation à tous les élèves des écoles publiques de la Nouvelle-Écosse) a clairement montré ce qui était possible lorsque nous travaillons ensemble. À une époque où les relations semblaient désespérément rompues, les enseignants, le gouvernement et l'ensemble des Néo-Écossais ont trouvé le courage et la détermination pour se pencher sur l'inclusion. Des consultations de grande envergure ont abouti à un rapport détaillé présentant un plan quinquennal chiffré portant la promesse très réelle de faire de la Nouvelle-Écosse un chef de file de la prestation d'une éducation inclusive et accessible au Canada.

Tout ce qui détourne notre attention de cet effort nuit à ces élèves qui ne sont pas suffisamment soutenus à l'heure actuelle.

À l'automne dernier, le gouvernement et les enseignants se sont associés pour améliorer la vérification des antécédents criminels (malgré l'annonce très soudaine de la législation). Récemment, notre équipe de direction s'est présentée pour la toute première fois devant le comité des comptes publics pour aborder les questions concernant le régime de retraite des enseignants.

Avec l'ouverture de la législature à la fin du mois de février, le NSTU a l'espoir prudent que nous sommes arrivés au bout du cercle vicieux d'une législation qui attaque les droits collectifs des enseignants et entraîne l'érosion de la responsabilité démocratique. Au lieu de cela, il y aura un revirement d'objectif en vue de construire un meilleur avenir pour les enfants de notre province.

La nouvelle direction du NSTU est absolument déterminée à mettre de côté les divergences antérieures et à travailler en partenariat avec le gouvernement en vue d'apporter des changements positifs.

Le premier ministre Stephen McNeil, alors qu'on l'interrogeait sur les négociations des conventions avec les enseignants, a récemment déclaré : « Ils devraient maintenant savoir à qui ils ont affaire ».

La vraie question est la suivante : le premier ministre sait-il à qui il a affaire?

S'il écoutait attentivement les enseignants, il découvrirait qu'ils ont investi leur vie en vue d'aider les élèves à réaliser leur plein potentiel partout dans la province. Ils persistent à le faire avec un grand courage et au prix d'immenses sacrifices pour empêcher les élèves de passer à travers les mailles du filet laissées grandes ouvertes par 30 ans de mauvaise gestion à l'échelle du système.

Il apprendrait également que les enseignants n'ont jamais l'option de cesser de relever les défis qui surgissent en salle de classe et que cette détermination fait d'eux des partenaires éminemment raisonnables pour négocier des réformes essentielles qui bénéficieraient aux élèves.

Les Néo-Écossais en ont assez de la politiquerie mesquine qui a envahi notre système d'éducation et démoralisé nos enseignants.

Il est temps de changer de discours et d'engager une conversation constructive sur ce qui a besoin d'être fait pour que la Nouvelle-Écosse devienne un chef de file au Canada en matière d'enseignement public de qualité.